



## **PRINCIPES EUROPÉENS DE QUALITÉ** pour les interventions financées par l'Union européenne ayant un impact potentiel sur le patrimoine culturel


Recommandations & Critères de sélection, novembre 2020



# **PRINCIPES EUROPÉENS DE QUALITÉ**

## **pour les interventions financées par l'Union européenne ayant un impact potentiel sur le patrimoine culturel**

Recommandations & Critères de sélection, novembre 2020



Dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 et à la demande de la Commission européenne, le Conseil international des monuments et sites (ICOMOS) a développé des « *Principes de qualité pour les interventions financées par l'UE ayant un impact potentiel sur le patrimoine culturel* ». Portant essentiellement sur le patrimoine immobilier et les paysages culturels, ce projet était l'une des dix initiatives européennes lancées par la Commission européenne pour veiller à ce que l'Année européenne ait un impact à long terme.

Si la reconnaissance du patrimoine culturel comme bien commun relevant de la responsabilité de tous est une condition préalable à la qualité, il est essentiel que les objectifs de qualité soient pris en compte à chaque étape du processus et du cycle de vie des projets, de la conception des programmes de financement à l'évaluation des projets réalisés.

Les *Principes européens de qualité* développés par l'ICOMOS ont fait l'objet d'une publication qui peut être consultée à : <http://openarchive.icomos.org/id/eprint/2437/>

Les *40 Recommandations principales* présentées dans cette publication ainsi que les *Critères de sélection* pour évaluer la qualité des projets ayant un impact potentiel sur le patrimoine immobilier et les paysages culturels sont réunis ici pour les rendre plus accessibles et opérationnels. L'ICOMOS espère qu'avec ce tiré à part, les institutions européennes, les États membres, et autres organisations disposeront d'un outil utile pour assurer et améliorer la qualité des interventions sur notre patrimoine commun.

# RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

## Principes et normes

- 1 Tous les acteurs impliqués dans la conservation du patrimoine culturel devraient respecter les chartes et les orientations internationales portant sur le patrimoine culturel.
- 2 Les textes normatifs et les documents d'orientation relatifs au patrimoine culturel produits par l'UNESCO, le Conseil de l'Europe, l'ICOMOS, le CEN et autres organisations compétentes devraient être en accès libre à travers l'Internet, des publications électroniques ou des outils numériques.

## Promouvoir des principes de qualité

- 3 Les biens culturels devraient être utilisés de manière respectueuse afin de préserver leur signification et leurs valeurs et d'être une source d'inspiration pour les communautés locales et patrimoniales et les générations futures.
- 4 La reconnaissance du patrimoine culturel comme bien commun de la responsabilité de tous devrait être un prérequis pour la qualité. La conservation du patrimoine culturel devrait être comprise comme un investissement à long terme pour la société.
- 5 Les valeurs culturelles devraient être prises en compte lors de l'évaluation des coûts et des bénéfices globaux d'une intervention, et placées au moins sur un pied d'égalité avec les indicateurs financiers.

## Programmation aux niveaux européen et national

- 6 La conservation du patrimoine culturel devrait être intégrée à la programmation au niveau européen et national, sur un pied d'égalité avec les autres objectifs.
- 7 La programmation et le financement du patrimoine culturel par l'Union européenne devraient reposer sur des recherches et une analyse approfondies.
- 8 Les États membres devraient impliquer leurs propres institutions/administrations du patrimoine culturel dès le début des phases de programmation et de négociation, et à toutes les étapes ultérieures.
- 9 Les programmes et les projets réussis aux niveaux national et régional devraient être portés à connaissance afin que l'Union européenne puisse encourager le partage de bonnes pratiques entre les États membres.

- 10 Les priorités pour la sélection des projets à financer doivent être cohérentes avec les *Principes européens de qualité pour les interventions financées par l'Union européenne ayant un impact potentiel sur le patrimoine culturel* et les politiques stratégiques de protection du patrimoine culturel, et doivent avoir été approuvées préalablement par les institutions/administrations nationales du patrimoine.
- 11 Il convient d'envisager le financement de projets à petite échelle, de même qu'un processus de décision en deux étapes pour les projets de plus grande envergure.

### Programmes et appels d'offres

- 12 Les programmes, généraux et détaillés, et les appels d'offres devraient s'inscrire dans une approche de la conservation qui encourage les projets à se conformer aux *Critères de sélection* du présent document sur les *Principes de qualité*, afin de respecter le patrimoine culturel et les valeurs culturelles qui y sont associés.
- 13 Les programmes, généraux et détaillés, et les appels d'offres devraient exiger que les projets respectent l'authenticité et la conservation du patrimoine culturel dans ses dimensions matérielles et immatérielles.
- 14 Les programmes, généraux et détaillés, et les appels d'offres devraient exiger que les soumissions exposent les impacts directs et indirects du projet sur le patrimoine culturel dans le cadre d'une analyse des risques accompagnée par des mesures d'atténuation. Ils devraient également requérir un plan de conservation et d'entretien, un plan de gestion à long terme, ainsi qu'un plan financier en particulier pour les grands projets, et que les avantages potentiels pour le public soient explicités.

### Projets

- 15 Les propositions devraient exposer la manière dont le statut, les valeurs et l'état existant du patrimoine culturel existant ont été intégrés dans la conception du projet, en expliquant la raison des interventions proposées. Une identification des risques émergents, des problèmes et des opportunités liés au projet et son contexte devrait être prise en compte.
- 16 Lorsque des ajouts ou des changements d'affectation s'avèrent nécessaires, le projet devrait assurer une harmonie équilibrée et/ou un dialogue contrôlé entre le patrimoine culturel et les éléments nouveaux, dans le respect des valeurs existantes.
- 17 Lorsque de nouvelles affectations sont envisagées, celles-ci devraient être respectueuses et compatibles avec le site patrimonial, répondre aux besoins de la communauté et être durables.

- 18 Les projets et la planification devraient reconnaître la nécessité d'un entretien permanent et renforcer la capacité des communautés locales à prendre soin de leur patrimoine.
- 19 Les projets financés par l'Union européenne devraient en respecter les valeurs et les traités. Les reconstructions ne peuvent être financées que dans des circonstances exceptionnelles et pour autant que le projet soit conforme aux *Critères de sélection* du présent document sur les *Principes de qualité*.

### Passation des marchés

- 20 Lors du dépouillement des appels d'offres, un système à deux enveloppes devrait être mis en place, afin de distinguer l'offre technique de l'offre financière, et priorité devrait être accordée à l'offre technique.

### Exécution

- 21 Les présents *Principes de qualité* devraient guider toutes les phases de l'exécution.
- 22 Le plan d'exécution et la structure de gestion du projet devraient être clairement définis et acceptés pour permettre de rectifier le tir si nécessaire et d'utiliser les ressources de façon efficace. Des matériaux compatibles et des techniques fiables et prudentes, étayés par des données scientifiques et l'expérience, devraient être utilisés. Une provision devrait être prévue pour tout besoin supplémentaire, tel que des recherches ou essais de matériaux.
- 23 Des modes de communication spécifiques devraient être mis en place entre toutes les parties impliquées dans le projet, une personne responsable des travaux de conservation pourrait être désignée à cet effet.
- 24 L'exécution devrait être entièrement documentée, archivée et rendue accessible à titre de référence.

### Suivi et évaluation

- 25 Une évaluation indépendante de fin de projet devrait être réalisée avec des experts du patrimoine. Elle devrait inclure l'examen des résultats du point de vue culturel, technique, social, économique et environnemental ainsi que leur impact sur les communautés locales. Une approche d'évaluation moins onéreuse devrait être envisagée pour les projets de taille réduite ou à faible budget. Une non conformité avec les présents *Principes de Qualité* devrait conduire à des mesures correctives.

- 26 Un suivi devrait être réalisé à intervalle régulier. Une évaluation à long terme du projet portant sur sa gestion dans le temps et l'entretien devrait être réalisée après un intervalle de temps raisonnable, après l'achèvement du projet.
- 27 Des ressources adéquates devraient être fournies aux étapes clés du processus pour la réalisation d'évaluations indépendantes par des experts spécifiquement compétents en patrimoine.

### Gouvernance

- 28 Les initiatives en faveur du patrimoine financées par l'Union européenne devraient faciliter la participation de la société civile et des communautés.
- 29 Les règles régissant les Fonds devraient encourager le financement de projets patrimoniaux et en accepter les spécificités.

### Évaluation et atténuation des risques

- 30 La Commission européenne et les États membres devraient étudier et proposer une politique de gestion des risques sur mesure pour les projets patrimoniaux et ceux ayant un impact sur le patrimoine culturel, une évaluation approfondie des risques étant fondamentale pour en assurer la réussite.

### Recherche

- 31 Le soutien technique, administratif et financier pour une politique intégrée et une programmation commune de la recherche en Europe en matière de patrimoine culturel devrait être renforcé, car cela aiderait à conceptualiser la dimension européenne du patrimoine culturel. Des recherches devraient être menées sur le financement des projets et leur impact sur la qualité des interventions. La création de synergies avec d'autres programmes de financement de l'Union européenne pourrait procurer des avantages sociaux et économiques considérables.
- 32 Un financement devrait être prévu pour mener des recherches aux niveaux macro (tendances, impacts) et micro (études de cas et comparaison de bonnes pratiques dans des lieux patrimoniaux similaires), afin de soutenir le processus de programmation au niveau de l'Union européenne, des États membres et des régions et de fournir les informations essentielles avant d'entamer un projet.
- 33 Des programmes de recherche interdisciplinaires devraient être développés et le transfert de connaissances des domaines des sciences humaines et sociales devrait être amélioré, afin d'inclure des recherches sur la planification participative, la gestion intégrée du patrimoine culturel et le développement de mesures liées aux technologies intelligentes. Les programmes de recherche



européens devraient exiger que les résultats des recherches liées au patrimoine soient mis à la disposition des professionnels du patrimoine, notamment au moyen des dépôts en libre accès, telle l'Archive ouverte de l'ICOMOS.

- 34 La recherche européenne sur le patrimoine culturel devrait offrir des instruments de financement adéquats également pour des projets à taille réduite.
- 35 SoPHIA, la plateforme sociale Horizon 2020 sur les études d'impact et la qualité des interventions dans l'environnement historique et les sites patrimoniaux européens, devrait s'appuyer sur les résultats du présent document sur les *Principes de qualité*.

### Éducation et formation

- 36 Les cursus, initiatives et programmes d'éducation et de formation dans le domaine du patrimoine culturel devraient être conformes aux orientations et textes normatifs internationaux pertinents en la matière, et ils devraient régulièrement mettre à jour leurs programmes afin de prendre en compte les progrès techniques et les innovations.
- 37 Une provision pour la formation et le perfectionnement aux métiers de la conservation devrait être assurée, dans la mesure du possible, dès la description du projet et l'appel d'offres, pour tout projet patrimonial financé par l'Union européenne.
- 38 Un système d'information sur les institutions et organisations européennes d'éducation et de formation dans le domaine du patrimoine culturel et sur leurs cursus, initiatives et programmes serait très utile s'il était régulièrement mis à jour.
- 39 Les institutions et les initiatives impliquées dans l'éducation ou la formation de ceux en charge de la conservation (telles que concernant les urbanistes, les ingénieurs, les architectes, les architectes paysagistes, les décorateurs d'intérieur, les artisans) devraient inclure la conservation dans leur enseignement principal. La compréhension du patrimoine culturel devrait faire partie intégrante de tout programme éducatif à tous les niveaux.

### Récompenser la qualité

- 40 La Commission européenne devrait évaluer la possibilité d'organiser un prix européen dédié à récompenser la qualité des interventions financées avec l'aide de l'Union européenne dans des sites patrimoniaux, en cherchant des synergies avec les programmes et les prix existants.

# CRITÈRES DE SÉLECTION POUR LES PROJETS AYANT UN IMPACT POTENTIEL SUR LE PATRIMOINE CULTUREL

Notre environnement est en constante mutation et il contient de nombreux éléments du patrimoine culturel. Le patrimoine culturel étant un bien commun qui n'est ni renouvelable ni remplaçable, il faut en prendre le plus grand soin. Afin que notre génération puisse « restituer ce que nous avons emprunté », les sept principes de qualité et critères de sélection suivants ont été élaborés pour les interventions sur le patrimoine culturel :

## **1 LA CONNAISSANCE**

Commencez par les études et les relevés

## **2 L'INTÉRÊT GÉNÉRAL**

N'oubliez pas votre responsabilité envers la société

## **3 LA COMPATIBILITÉ**

Conservez « l'esprit du lieu »

## **4 LA PROPORTIONNALITÉ**

Faites autant que nécessaire mais aussi peu que possible

## **5 LE DISCERNEMENT**

Faites appel aux compétences et à l'expérience

## **6 LA DURABILITÉ**

Inscrivez-vous dans la durée

## **7 LA BONNE GOUVERNANCE**

Le processus fait partie intégrante de la réussite

Cet outil d'évaluation comprend des questions clés que les décideurs devraient se poser pour évaluer la qualité des projets proposés ayant un impact potentiel sur le patrimoine culturel et pour déterminer si ces projets méritent un financement de l'Union européenne ou d'autres fonds.

Il existe différents types de projets : petits et grands, publics et privés, onéreux et peu coûteux, avec un impact direct et indirect sur le patrimoine culturel. Les principes de qualité de cet outil d'évaluation sont axés sur le patrimoine tout comme sur les processus et devraient par conséquent être utilisés à la fois par les décideurs en charge du patrimoine et ceux en charge du processus et des finances. L'outil peut être utile également à la société civile et aux communautés locales ou patrimoniales.

## 1 LA CONNAISSANCE

### Commencez par les études et les relevés

- Le patrimoine est-il en danger ou nécessite-t-il une intervention d'urgence pour en assurer la conservation ?
- L'élément patrimonial et son contexte ont-ils fait l'objet de recherches et de relevés, avant même la formulation du programme et la conception du projet ?
- Tous les éléments et caractéristiques du patrimoine culturel ont-ils été identifiés ? Leurs histoire, état physique actuel et valeurs sont-ils connus et bien compris ? Dans la négative, est-il prévu de les identifier ?
- Une étude d'impact sur le patrimoine culturel a-t-elle été réalisée ? Dans l'affirmative, a-t-elle été menée par des experts indépendants ayant des compétences en matière de patrimoine ? Dans les cas où il existe plusieurs options d'intervention, ont-elles été toutes bien prises en compte dans l'étude ?

## 2 L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

### N'oubliez pas votre responsabilité envers la société

- Le projet reconnaît-il explicitement le patrimoine culturel comme un bien commun et la responsabilité de tous ?
- Le projet est-il pleinement conforme à la législation et à la réglementation applicables au patrimoine culturel ? Son approbation nécessite-t-elle des dérogations ?
- Le projet est-il nécessaire pour préserver l'environnement historique et le patrimoine culturel pour les générations futures ? Lorsque le projet répond principalement à des besoins du moment qui peuvent évoluer dans le temps et donc rendre redondants les travaux envisagés, ces interventions sont-elles potentiellement réversibles ?
- Les motivations et les intérêts spécifiques du projet sont-ils clairement reconnus ?
- Les générations futures auront-elles accès à toute la richesse de l'environnement historique et du patrimoine culturel après l'intervention proposée ou certaines de leurs caractéristiques seront-elles perdues ? Dans l'affirmative, cette perte est-elle justifiée par l'intérêt général ? Comment pourrait-elle être perçue ou jugée par les générations futures ?

### 3 LA COMPATIBILITÉ

#### Conservez « l'esprit du lieu »

- L'affectation prévue respectera-t-elle les caractéristiques, la composition architecturale et les éléments du patrimoine culturel ?
- Le projet est-il respectueux de l'environnement historique et de son patrimoine culturel du point de vue de ses dimensions par rapport à son contexte, de ses proportions, de ses espaces, de ses caractéristiques et de ses matériaux, ainsi que de son (ancienne) affectation ?
- Le projet répond-il aux besoins des personnes en termes d'accessibilité cognitive et physique ?
- Le projet respecte-t-il les normes et principes nationaux et internationaux relatifs au patrimoine culturel ?
- L'authenticité du patrimoine et/ou du paysage culturel sera-t-elle préservée ?

### 4 LA PROPORTIONNALITÉ

#### Faites autant que nécessaire mais aussi peu que possible

- Le projet prévu est-il prudent dans son approche, en particulier dans le cas où les travaux sont irréversibles ou si les connaissances sont insuffisantes ou actuellement inabordables ?
- Le projet est-il axé sur la réparation et la conservation plutôt que sur des transformations importantes (impliquant, par exemple, le remplacement de matériaux authentiques) ? Le projet « exagère-t-il » et entraîne-t-il des dépenses excessives ?
- L'authenticité sera-t-elle préservée, en particulier lorsque le projet intègre des interventions contemporaines pour accueillir une affectation (nouvelle) ?
- Existe-t-il un équilibre, une harmonie et/ou un dialogue maîtrisé entre le patrimoine culturel et les nouveaux éléments ?

### 5 LE DISCERNEMENT

#### Faites appel aux compétences et à l'expérience

- Le projet mobilise-t-il les connaissances de toutes les disciplines concernées ? Est-il le résultat d'une réflexion collective et interdisciplinaire ?
- Le projet démontre-t-il la compréhension du patrimoine culturel par le concepteur, sa capacité créative à trouver des solutions équilibrées, sa connaissance des matériaux et son souci du détail de mise en œuvre dans la conception ?
- Les interventions techniques proposées ont-elles fait leurs preuves ? Les interventions techniques peuvent-elles être jugées « de pointe » ? Les approches techniques qui présentent des incertitudes et/ou des risques élevés sont-elles évitées ?

- Le projet est-il adapté à son objectif et a-t-il été réalisé « sur mesure » pour ce patrimoine culturel particulier ?
- Le projet reflète-t-il les spécificités, les traditions et les normes nationales, régionales et locales ?
- Les petites et moyennes entreprises de restauration et de construction sont-elles éligibles à l'exécution du projet ?

## 6 LA DURABILITÉ

### Inscrivez-vous dans la durée

- Quel sera l'impact du projet sur l'environnement ?
- Une évaluation indépendante de l'impact sur l'environnement a-t-elle été réalisée? Les conclusions ont-elles été prises en compte dans le projet ?
- Les habitants locaux et les communautés patrimoniales ont-ils été consultés et impliqués dans le projet et son développement ? Leurs considérations ont-elles été prises en compte ?
- Le projet tient-il compte de l'entretien futur ? Existe-t-il une stratégie d'entretien après l'achèvement du projet ?
- Existe-t-il une stratégie à long terme pour la gestion du patrimoine culturel, notamment lorsqu'une nouvelle affectation est proposée ?

## 7 LA BONNE GOUVERNANCE

### Le processus fait partie intégrante de la réussite

- Est-il établi clairement quels experts et quelles autorités locales et nationales doivent être inclus à chaque étape du processus ?
- L'évaluation des risques et leur atténuation, avec l'implication des professionnels du patrimoine, font-elles partie intégrante du projet ?
- Un système de surveillance sera-t-il mis en place pendant et après l'exécution du projet ?
- Le projet prévoit-il des dispositions adéquates en cas d'urgence et une certaine flexibilité en cas de découvertes ou d'événements imprévus ?
- Le projet inclut-il un volet de formation à la conservation et la restauration, et à la gestion du patrimoine culturel, et à la promotion (diffusion et partage) des connaissances ?
- Le projet s'inscrit-il dans une stratégie intégrée de développement durable ?

**Principes européens de qualité pour les interventions financées  
par l'Union européenne ayant un impact potentiel sur le patrimoine culturel**

Préparé par un groupe d'experts composé de :

Elena Dimitrova (ICOMOS Bulgarie),  
Marie-Laure Lavenir (Secrétariat international de l'ICOMOS),  
Paul McMahon (ICOMOS Irlande),  
Baiba Mūrniece (ICOMOS Lettonie),  
Stefano Francesco Musso (ICOMOS Italie - Président),  
Gergely Nagy (ICOMOS Hongrie),  
Christoph Rauhut (ICOMOS Allemagne),  
Grellan D. Rourke (Vice-Président de l'ICOMOS),  
Erminia Sciacchitano (Commission européenne), et  
Bénédicte Selfslagh (ICOMOS Belgique).

et la collaboration de :

Grellan Rourke et Bénédicte Selfslagh (éd.)  
Dominique Schneider et Florence Babics (ICOMOS France)  
June Taboroff (ICOMOS Royaume-Uni)  
Lucile Smirnov et Maureen Thibault (Secrétariat international de l'ICOMOS)

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut pas être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.

**Publié par le Secrétariat international de l'ICOMOS**

**Conception et réalisation graphiques :** Vanessa Paris

**Photo :** Cathédrale Notre-Dame de Paris, avril 2019 © David Bordes / DRAC Ile de France

## **ICOMOS**

**Conseil international des monuments et des sites**

11 rue du Séminaire de Conflans

94220 Charenton-le-Pont

France

Tel.: 33 (0)1 41 94 17 59

secretariat[at]icomos.org

www.icomos.org

ISBN 978-2-918086-39-0

© ICOMOS 2020





**ICOMOS**  
[icomos.org](http://icomos.org)